

2022-10-24

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Liens:

[NBB.stat](#)
[Information générale](#)
Comptes non financiers des secteurs institutionnels – deuxième trimestre de 2022¹

- **Le taux d'épargne des ménages marque un net repli.**
- **Le solde de financement des administrations publiques s'améliore.**

INDICATEURS CLÉS

(Données corrigées des variations saisonnières et des effets de calendrier)

		Ménages ¹		Sociétés non financières		Administrations publiques
		Taux d'épargne (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Taux de marge (pourcentages)	Taux d'investissement (pourcentages)	Solde de financement (pourcentages du PIB)
2019	I	12,2	9,8	42,1	27,3	-2,2
	II	13,5	9,7	42,2	27,2	-2,2
	III	11,6	9,8	42,3	27,4	-1,8
	IV	12,0	9,9	42,1	27,4	-1,5
2020	I	17,5	9,3	43,3	27,4	-6,2
	II	25,9	8,2	42,1	26,3	-15,7
	III	15,8	9,5	42,8	27,6	-6,1
	IV	23,0	9,5	42,5	29,0	-8,7
2021	I	20,1	9,8	44,3	27,8	-5,3
	II	19,6	9,8	43,9	27,8	-7,3
	III	16,3	9,9	44,1	26,4	-6,8
	IV	12,2	10,4	44,3	25,6	-3,0
2022	I	16,9	10,1	44,8	26,2	-5,1
	II	13,7	10,3	45,2	25,7	-4,0

¹ Y compris les institutions sans but lucratif (ISBL) au service des ménages

Le taux d'épargne des ménages se replie nettement

Le taux d'épargne recule sensiblement et s'établit à 13,7 % au deuxième trimestre de 2022, contre 16,9 % au trimestre précédent.

Ce repli résulte d'une part d'une contraction du revenu disponible des ménages (-1,0 %) mais aussi, d'autre part, de la hausse des dépenses de consommation finale (+2,7 %).

La rémunération des salariés et le revenu mixte brut des indépendants ont contribué positivement à la croissance du revenu disponible au deuxième trimestre de 2022 à hauteur de, respectivement 1,7 et 0,2 point de pourcentage.

¹ Les comptes des secteurs du deuxième trimestre 2022 intègrent les dernières données disponibles relatives aux comptes nationaux trimestriels et au marché du travail, publiées le 19 octobre 2022 sur [NBB.stat](#)

Cependant cet effet positif a été plus que compensé par la hausse des impôts sur le revenu et le patrimoine, qui contribue négativement à la croissance du revenu disponible (-3,7 points de pourcentage). Cette hausse des impôts contrebalance la baisse relativement importante de ces mêmes impôts observée au premier trimestre de 2022. Ces évolutions marquées d'un trimestre à l'autre sont principalement liées aux fluctuations des rôles à l'impôt des personnes physiques.

Le taux d'investissement des ménages reste assez stable

Au deuxième trimestre de 2022, le taux d'investissement des ménages (qui comprend la construction et la rénovation de logements et la formation brute de capital fixe des indépendants et des ISBL au service des ménages) augmente très légèrement, passant à 10,3 % contre 10,1% au trimestre précédent.

Le taux de marge des sociétés non financières poursuit sa progression

Le taux de marge des sociétés non financières s'affiche à nouveau en hausse au deuxième trimestre de 2022, s'établissant à 45,2 % de la valeur ajoutée, contre 44,8 % au trimestre précédent.

La croissance de l'excédent brut d'exploitation des sociétés non financières (+4,0 %) s'est à nouveau révélée supérieure à celle de leur valeur ajoutée (+3,0 %).

Selon les indicateurs disponibles relatifs à l'évolution des rémunérations et de la valeur ajoutée, cette hausse reste concentrée dans les branches d'activité de l'industrie.

Le taux d'investissement des sociétés non financières diminue

Le taux d'investissement des sociétés non financières se replie à 25,7 % de la valeur ajoutée au deuxième trimestre de 2022, contre 26,2 % au trimestre précédent. La croissance des investissements des sociétés non financières (+1,0%) a été plus modérée que celle de la valeur ajoutée (+3,0 %).

Le solde de financement des administrations publiques se redresse

Au cours du deuxième trimestre de 2022, le solde du compte des administrations publiques s'est amélioré, affichant un déficit de 4,0 % du PIB, contre 5,1 % au premier trimestre.

Les recettes augmentent, principalement à la suite de l'évolution favorable des recettes fiscales et parafiscales – en particulier les impôts directs des ménages et des sociétés.

Quant aux dépenses, elles sont également en hausse, influencées essentiellement par l'évolution des prestations sociales en espèces et des transferts courants au reste du monde.

Méthodologie et définitions

- Les comptes des secteurs sont établis à prix courants et selon le SEC2010.
- Les ratios considérés présentent de fortes fluctuations d'un trimestre à l'autre. Afin de dégager les évolutions plus fondamentales, ces séries sont toutes présentées après correction des variations saisonnières et des effets de calendrier.
- Le taux d'épargne brut des ménages est l'épargne brute divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. L'épargne brute est la partie du revenu disponible brut qui n'est pas dépensée sous la forme de consommation finale. Ainsi, le taux d'épargne augmente quand le revenu disponible brut croît plus vite que les dépenses de consommation finale.
- Le taux d'investissement brut des ménages est la formation brute de capital fixe divisée par le revenu disponible brut. Celui-ci est ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension. La formation brute de capital fixe couvre les dépenses en construction et en rénovation de logements par les ménages ainsi que les investissements en capital fixe consentis par les indépendants et par les ISBL au service des ménages.
- Le taux d'investissement des sociétés est la formation brute de capital fixe divisée par la valeur ajoutée brute.
- Le taux de marge des sociétés est l'excédent brut d'exploitation divisé par la valeur ajoutée brute. Cet indicateur mesure le pourcentage de la valeur ajoutée conservé par les sociétés non financières après le versement de la rémunération des salariés et des impôts sur la production (nets des subventions).
- Le solde de financement des administrations publiques mesure leur capacité ou leur besoin de financement. Un solde positif (capacité de financement) signifie qu'après la prise en compte de l'ensemble de leurs ressources et de leurs dépenses, les administrations publiques ont la possibilité d'augmenter leurs actifs financiers et/ou de réduire leurs engagements financiers. À l'inverse, un solde négatif (besoin de financement) témoigne de la nécessité pour le secteur de vendre certains de ses actifs et/ou d'accroître son endettement afin de pouvoir financer ses opérations non financières. Le solde de financement est ici exprimé en pourcentage du PIB.